

Concours : 1^{er} concours

Epreuve : Note de synthèse

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



L'erreur, du latin "errare", désigne "l'acte de l'esprit qui tient pour vrai ce qui est faux et inversement" (doc 5). À ce titre, l'erreur semble un phénomène inhérent car consubstantiel à l'être humain et se déplace en matière pénale tant dans les systèmes accusatoires qu'inquisitoires. Pour autant, la gravité des conséquences des décisions de justice en matière pénale nécessite une réflexion toute particulière sur les mécanismes susceptibles d'aboutir à une erreur judiciaire (I) afin de répondre à l'exigence contemporaine accrue de prévention de ces erreurs judiciaires (II).

I. Les mécanismes des erreurs judiciaires en matière pénale

La définition traditionnelle de l'erreur judiciaire s'est considérablement élargie pour recouvrir aujourd'hui toute la chaîne pénale (A), cet élargissement ajoutant encore à la multiplicité des causes de l'erreur judiciaire (B).

A. L'évolution de la définition de l'erreur judiciaire

Le procureur de la République Philippe Astuc rappelait en 2008, dans les cahiers de la justice (doc 3), qu'aucune définition de la notion d'erreur judiciaire ne figure dans le corpus du droit pénal français. Les auteurs s'appuient donc traditionnellement sur la description du professeur Cornu - aux termes de laquelle l'erreur judiciaire est "une erreur de fait commise par une juridiction de jugement dans son appréciation de la culpabilité d'une personne poursuivie" - pour la définir (docs 3, 4, 5). Si tous les systèmes judiciaires ont connu leur lot d'erreurs et de scandales judiciaires, le terme apparaît en France dans le sillage de l'affaire

Dreyfus (doc 4). Dans un premier temps, la définition de l'erreur judiciaire est alors marquée par l'intention réparatrice qui l'accompagne et que caractérisent par exemple l'ouverture d'un pouvoir en relation ou l'octroi d'une indemnisation pour faute de la justice.

Toutefois, cette définition traditionnelle semble aujourd'hui inadéquate et insuffisante. Denis Salas note à ce titre le rôle prépondérant de l'opinion publique qui ne se satisfait plus d'une simple réparation et ne tolère l'erreur à aucun stade de la procédure pénale (doc 4). Cette évolution s'est opérée à la lumière de trois changements majeurs : l'importance accrue de l'activité judiciaire, l'indignation que suscite le scandale de l'impunité et l'interrogation renouvelée de l'erreur systémique. Ainsi, l'affaire d'Outreau n'est pas une erreur judiciaire au sens traditionnel du terme, puisque les accusés ont tous été acquittés en appel ; elle est pourtant un "déastre judiciaire" emblématique des lourds dysfonctionnements de la procédure que recoupe aujourd'hui la définition de l'erreur judiciaire (doc 5). Les évolutions sociales contemporaines ont donc conduit à un élargissement considérable du domaine de l'erreur judiciaire.

B. La multiplicité des causes de l'erreur judiciaire

L'ouvrage de Lailler et Vonover Les erreurs judiciaires et leurs causes (doc 11) présentait en 1937 une typologie des principales causes d'erreurs judiciaires en matière pénale autour de six chapitres, notamment la passion publique ; les témoins ; les experts ; l'instruction ; à l'audience ; inégalité entre l'accusation et la défense. Les causes systémiques sont aujourd'hui encore facteurs de risques, que l'on considère par exemple l'importance du contexte médiatique (des chercheurs de l'Institut national de l'audiovisuel public ont ainsi démonté l'influence d'un reportage télévisuel la veille sur le prononcé de la peine pour les faits en cause, doc 10) ou le recours grandissant aux experts dont les conclusions échappent à la compétence des magistrats et dont la fiabilité n'est pas exempte de failles (doc 2). De même, l'inégalité des parties est un facteur propice à l'erreur judiciaire puisque le contradictoire se trouve brisé lorsque le déséquilibre s'exprime par le versement aux débats d'éléments incomplets ou par un accès inégal à la connaissance juridique (doc 1).

A ces causes structurelles s'ajoutent des facteurs propres aux individus qui participent au service public de la justice et à leur environnement. En effet, ce service public est confronté à

un nombre considérable de dossiers à traiter en peu de temps, ce qui induit une pression de l'urgence et des difficultés de travail susceptibles d'entraîner d'importants dysfonctionnements en raison du manque de temps et de la fatigue affectant les magistrats (doc 8). De plus, la magistrature française semble marquée par une absence de culture du contrôle déplorée par la commission d'enquête de l'affaire d'Outreau (doc 7) et qui repose sur des pratiques regrettables telles que le défaut de transmission d'informations, la pratique du "système judiciaire" ou encore l'absence de travail en équipe. Enfin, magistrats et avocats sont susceptibles d'être affectés à titre personnel par d'importants biais cognitifs : à titre d'exemple, l'"effet d'ancrage" - mis en lumière par Englich et Mussweiler dans le domaine judiciaire - aurait pour conséquence d'adapter non seulement le peine prononcée mais aussi les propositions alternatives de la défense aux réquisitions du Procureur car ces dernières sont la première information qui parvient au cerveau (doc 6).

II. les outils d'une prévention accrue de l'erreur judiciaire en matière pénale

La réparation de l'erreur judiciaire s'avère aujourd'hui insatisfaisante ; il s'agit donc de travailler à sa prévention, tant au niveau du système judiciaire (A) qu'au niveau individuel du magistrat (B).

A. la prévention des dysfonctionnements du système judiciaire

En premier lieu, l'absence d'études systématiques permettant de conduire à une typologie contemporaine - voire une modélisation - des erreurs judiciaires est régulièrement critiquée (doc 3) : la proposition du procureur de la République Philippe Astier d'instaurer une cellule d'analyse des "accidents judiciaires" pourrait ainsi accroître la connaissance des mécanismes à l'œuvre et permettre de lutter plus efficacement contre le survenance des erreurs judiciaires. La pratique du "debriefing" consistant à tirer les leçons d'une erreur passée doit ainsi être encouragée.

En second lieu, le renforcement des garanties procédurales ne doit pas être négligé. Les piliers que sont à ce titre le principe du contradictoire, le principe de collégialité et l'obligation de motivation des décisions de justice (doc 9) sont primordiaux : la commission d'enquête en charge de l'affaire d'Outreau

avait ainsi proposé la coexistence systématique de plusieurs types d'instruction pour les affaires complexes ou sensibles. Les garanties procédurales de l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme contribuent également à lutter contre les erreurs judiciaires en établissant des standards de qualité face à la pression productiviste (doc 8). La prévention des dysfonctionnements du système judiciaire repose donc sur l'élaboration de véritables politiques publiques en ce sens.

B - La prévention des biais du magistrat

Sur le plan individuel d'abord, il appartient au magistrat de cultiver sa résistance personnelle aux différents biais dont il peut être l'objet. Il devrait ainsi être capable d'identifier des difficultés personnelles susceptibles d'avoir une influence sur son travail (doc 1) et de recourir à des instruments mentaux de résistance à des biais cognitifs identifiés tels que l'effet d'ancrage. Ceci suppose une qualité de délibération particulièrement exigeante afin que la décision rendue ne soit pas biaisée par "l'ancrage" des réquisitions du procureur (doc 6). De manière plus générale, de nombreux auteurs recommandent aux magistrats d'entretenir une culture active du doute et de la prudence (doc 4) qui s'inscrit dans l'éthique du magistrat (doc 5). Cette éthique personnelle pourrait ainsi constituer un élément de réponse face aux erreurs judiciaires qui se sont produites malgré les examens successifs du dossier par plusieurs magistrats.

Sur le plan collectif ensuite, plusieurs recommandations quant à la formation des magistrats peuvent être avancées : le recours systématique au debriefing, l'introduction de mises en situation portant sur des affaires complexes au cours de la formation des magistrats et enquêteurs (doc 3), la formation au travail en équipe (doc 7) sont autant de mesures proposées pour prévenir les erreurs judiciaires en matière pénale, qui plaident pour un travail collectif constructif permettant de lutter contre les biais individuels. Au niveau de l'organisation des juridictions enfin, responsable de l'attribution précise des tâches et responsabilités, Jean-Paul Jean préconise d'intégrer les apports de la sociologie des organisations afin d'améliorer la qualité de l'environnement de la décision du juge (doc 8). La prévention des biais du magistrat, aux niveaux individuel et collectif, constitue donc un outil essentiel de la lutte contre les erreurs judiciaires en matière pénale.